

CA du Cemagref : le coup de force n'a pas eu lieu

Communiqué de l'intersyndicale SUD-Recherche-EPST / FO / CGT du Cemagref

Le 7 octobre les représentants du personnel SUD-Recherche-EPST / FO / CGT avaient refusé de siéger au Comité Technique Paritaire Central du Cemagref convoqué pour donner un avis sur le Plan Stratégique "Cemagref 2020" de l'Etablissement. Dans une lettre ouverte aux deux ministres de tutelle V. Péresse et M. Barnier, ci-jointe, ils dénonçaient les contradictions entre leurs actes – et notamment les réductions d'emplois et de crédits prévues au budget 2009 – et la possibilité même d'une stratégie d'établissement. Passant outre les demandes des représentants du personnel et l'absence d'avis du CTPC, on apprenait que le CA était maintenu le 9 octobre pour entériner le plan stratégique.

A l'appel de l'intersyndicale SUD-Recherche-EPST / FO / CGT du Cemagref, les personnels du site d'Antony, appuyés par des collègues des autres implantations du Cemagref¹ ainsi que des collègues de l'INSERM et du CNRS venus en renfort, s'étaient massés devant les portes de la salle de réunion du Conseil d'Administration de l'Etablissement, avec la ferme intention de l'empêcher de se tenir.

Les bonnes paroles prononcées par le Président du CA Thierry Klinger, le Directeur Général Pascal Viné, les représentants des tutelles, Bernard Commère (MESR) et Maryline Laplace (MAP), n'ont pas fait fléchir la détermination du personnel. Il est vrai qu'il était difficile de les convaincre de la bonne foi du gouvernement quand il prétend soutenir la recherche en général et le Cemagref en particulier, à l'heure où est annoncée la suppression de 900 emplois dans l'enseignement supérieur et la recherche en 2009 et que le Cemagref apparaît comme l'organisme le plus touché relativement à ses effectifs². Difficile aussi de les convaincre qu'il faut accepter – et de bonne grâce, sous prétexte que c'est pire ailleurs ! - ces suppressions d'emplois et les restrictions de crédits budgétaires au nom de l'effort à faire pour renflouer les finances de l'Etat, au moment où le gouvernement distribue des milliards d'euros aux entreprises privées et aux banques en difficulté ! Comment pourraient-ils croire aux promesses d'un avenir radieux à horizon 2020 quand le présent et l'avenir immédiat sont faits de démantèlement des EPST, de casse de l'emploi et des statuts de fonctionnaires et de toujours plus de précarité ?

Les représentants du personnel ont réitéré leur opposition farouche aux suppressions d'emplois de titulaires, faisant du recrutement de personnels en CDD le seul mode de développement de la recherche, au détriment des collègues mis dans cette situation et de la continuité des recherches.

Devant le refus pacifique mais déterminé des manifestants de les laisser pénétrer dans la salle de réunion, les administrateurs ont renoncé et le CA ne s'est pas tenu. L'adoption du plan stratégique "Cemagref 2020" a été remise au prochain CA ordinaire prévu le 27 novembre prochain, après avis du CTPC.

Les représentants des tutelles ont proposé une réunion quadripartite (MESR / MAP / DG / syndicats) dans le courant de la semaine prochaine.

L'intersyndicale du Cemagref appelle l'ensemble des personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à se mobiliser contre le projet de budget 2009, signe concret et instrument de la volonté du gouvernement de poursuivre la casse du service public et de l'emploi statutaire.

Antony, le 10 octobre 2008

Contact :

Intersyndicale SUD-Recherche-EPST / FO / CGT
Cemagref – Parc de Tourvoie - BP 44 - 92163 Antony cedex
marie-bernadette.albert@cemagref.fr

¹ Lyon, Rennes, Aix-en-Provence, Nogent-sur-Vernisson, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Montpellier, Grenoble

² Qu'est-ce que cela aurait été si les tutelles n'avaient pas applaudi aux grandes lignes du PS présenté en juin au CA et si le rapport d'évaluation de l'AERES rendu fin septembre n'avait pas été "positif" !

Intersyndicale du Cemagref

Solidaires

